



PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU CADRE DE VIE

Marseille, le 10 JUIN 2002

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : M. ARGUIMBAU
☎ 04.91.15.69.35
PA/PAY
N° 2002-102/39-2002-A

ARRÊTÉ

imposant des prescriptions complémentaires
à la Société ADRIAN INDUSTRIE à AIX-EN-PROVENCE

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Environnement Livre V, Titre 1^{er},

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment son article 18,

VU l'arrêté n° 2000-20-111-1999-A du 25 juillet 2000 autorisant la Société ADRIAN à exploiter une usine de fabrication, de conditionnement et de stockage d'huiles essentielles à Aix-en-Provence - Zac de la Duranne,

VU l'arrêté du 13 janvier 2001 mettant en demeure la Société ADRIAN de respecter diverses prescriptions techniques de l'arrêté précité,

VU le jugement du Tribunal de Commerce d'Aix-en-Provence du 15 octobre 2001 décidant la reprise de la Société ADRIAN pour la Société ADRIAN INDUSTRIES appartenant à la Société ORGASYNTI,

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 novembre 2001 mettant en demeure la Société ADRIAN INDUSTRIES de respecter certaines dispositions de son arrêté d'autorisation en date du 25 juillet 2000,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 30 mars 2002,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 18 avril 2002,

CONSIDÉRANT les nuisances, notamment olfactives, générées par le fonctionnement de cette usine,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prévenir toute pollution accidentelle, notamment des eaux, des sols et de l'air,

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

Les dispositions de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 2000-209/111-1999-A du 25 juillet 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

1.1 - La société ADRIAN Industries est autorisée à exploiter une usine de production, de conditionnement et de stockage d'huiles essentielles ou dérivés sur le territoire de la commune d'Aix-en-Provence, ZAC La Duranne. La capacité maximale de production en mélange est fixée à 50 tonnes par jour

L'établissement comporte les installations classées suivantes :

Rubrique de la nomenclature	Désignation et référence des installations	Volume des activités	Régime A, D ou AS
1432 - 2 - a)	Stockages de liquides inflammables des catégories B et C Capacité équivalente totale : 1106 m ³	Bâtiment B : stockages de liquides de catégorie B et C en cuves aériennes de 86 m ³ et en fûts de 15 m ³ au rez-de-chaussée; en récipients de 15m ³ en étage. Bâtiment C : cellule de stockage de liquides de catégorie B, C en fûts : 350 m ³ et en bidons : 30 m ³ . Bâtiment D : cuves aériennes de liquides de catégorie B : 610 m ³ .	A
1434 - 2	Installation de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation.	Deux installations de pompage de 30 m ³ /h chacune alimentant le bâtiment B en liquide de catégorie B.	A
1433 - B - b)	Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables. Traitement à chaud.	Bâtiment B : 5 mélangeurs mobiles de 600 kg chacun équipés d'un système de chauffage à 70 °C	D
2662 - b)	Stockage de matières plastiques.	Bâtiment B : Stockage de bidons vides en matières plastiques : 200 m ³ .	D
2915 - 1 - b)	Procédé de chauffage utilisant des fluides organiques caloporteurs combustibles.	Bâtiment B : Appareil électrique à bain d'huile pour l'atelier de production contenant 300 litres de fluide caloporteur à 60 °C.	D
2920 - 2 - b)	Installation de compression et de réfrigération.	Bâtiment C : 1 groupe froid de 50 kW. Bâtiment D : 1 groupe froid de 50 kW. Bâtiment D : 1 unité de production d'azote et d'air comprimé de 40 kW au total.	D
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	Bâtiment E : puissance totale absorbée : 30 kW.	D

1.2 - Les installations citées au paragraphe 1.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'usine annexé au présent arrêté.

1.3 - Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées au paragraphe 1 ci-dessus.

1.4 - L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

1.5 - Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

1.6 - Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu.

ARTICLE 2 :

Les dispositions de l'article 2.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2000-209/111-1999-A du 25 juillet 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

2.3.2 – Emissions diffuses en fabrication, dans les stockages et lors des transferts

Des dispositions appropriées seront prises pour réduire les émissions diffuses à l'atmosphère afin de réduire au maximum les nuisances olfactives pour le voisinage immédiat et les rejets de composés organiques volatils. Les mises à l'air libre des produits volatils ou odorants seront réduites au strict nécessaire. La conception des installations ainsi que les méthodes de travail devront être adaptées pour répondre à cette prescription.

En particulier les cuves de fabrication, les cuves de communelle ainsi que les cuves de stockage doivent être maintenues fermées. Les cuves mobiles ainsi que les fûts en utilisation doivent être munis de dispositifs appropriés permettant de recouvrir d'une manière rapide et efficace les surfaces mises à l'air libre.

Par ailleurs les bâtiments B, C et D seront mis en dépression par une ventilation générale et les gaz collectés seront épurés avant rejet. En cas de déversement accidentel, le système de ventilation devra permettre d'éviter l'apparition d'une atmosphère explosive à l'intérieur des locaux.

Dans le cas où la mise en dépression des bâtiments C et D ne s'avèrerait pas assez efficace pour collecter les émissions diffuses, une solution technique alternative pourra être mise en place avec l'accord de l'inspecteur des installations classées. Cette solution consistera en la captation à la source de chaque émission identifiée. En particulier, le poste de prise d'échantillons devra être équipé d'un matériel mobile de captation à la source et être situé dans une enceinte close afin de garantir l'efficacité de cet équipement.

ARTICLE 3 :

Les dispositions de l'article 2.3.5 de l'arrêté préfectoral n° 2000-209/111-1999-A du 25 juillet 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

2.3.5 – Contrôles des émissions canalisées :

Tous les rejets canalisés à l'atmosphère seront contrôlés selon une périodicité **mensuelle** par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Ils doivent être réalisés durant les périodes de fonctionnement normal des installations contrôlées. Les frais occasionnés par ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Les contrôles porteront sur les rejets de COVNM (concentrations et flux horaires) et sur les rendements d'épuration. Les résultats de ces contrôles seront transmis dès réception à l'inspecteur des installations classées. Ils seront accompagnés de commentaires sur les dysfonctionnements éventuels qui auraient été détectés, et **les mesures prises pour éviter leur renouvellement. Cette périodicité pourra éventuellement être revue, en accord avec l'inspection des installations classées, après analyse des résultats obtenus sur une année complète.**

ARTICLE 4 :

Les dispositions de l'article 2.3.6 de l'arrêté préfectoral n° 2000-209/111-1999-A du 25 juillet 2000 sont abrogées.

ARTICLE 5 :

Les dispositions de l'article 2.6.9 de l'arrêté préfectoral n° 2000-209/111-1999-A du 25 juillet 2000 sont remplacées par les dispositions suivantes :

2.6.9 - Moyens de secours et d'intervention

- Consignes générales de sécurité

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs. **Elles seront intégrées dans le Plan d'Opération Interne de l'établissement.** Les bâtiments et les installations extérieures, seront aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

L'établissement disposera d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Dans les zones de risques incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc.).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un permis de feu. L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans les zones de risques incendie.

- Réseau incendie et ressources en mousse

Le réseau incendie extérieur constitué par 3 poteaux incendie ainsi que le réseau interne constitué de 2 poteaux incendie devront délivrer 300 m³/h au total. Par ailleurs l'établissement devra disposer d'un réseau incendie interne constitué de RIA localisés en accord avec les services d'incendie. **Un RIA devra être mis en place sous le auvent du bâtiment E.** Les bouches, poteaux incendie ou prises d'eau diverses qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés ; ils sont judicieusement répartis dans l'établissement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Les bornes incendie et les RIA seront protégés contre les chocs. Chaque RIA devra disposer de sa propre réserve en émulseur : 40 litres au minimum.

Un dispositif d'extinction automatique à mousse sera implanté dans le local technique du bâtiment D pour une extinction de la cellule de produits inflammables du bâtiment C. Il fonctionnera sous pression à partir d'une réserve d'eau de 40 m³ via une installation de surpression autonome. **Pour alimenter ce dispositif, le stock d'émulseur à conserver en permanence sera de 1500 litres au minimum.**

Une réserve supplémentaire d'émulseur de 1000 litres en container facilement transportable sera mise en place dans le bâtiment E.

- Matériel de lutte contre l'incendie complémentaires

En plus des dispositifs cités ci-dessus, l'établissement disposera d'extincteurs adaptés aux risques et judicieusement répartis. **Dans la situation où les installations situées en mezzanine ne seraient pas opérationnelles, le bâtiment B devra disposer, en rez-de-chaussée, de 3 extincteurs à poudre (dont deux sur roues).**

- Protection de la zone boisée mitoyenne

L'exploitant est tenu de procéder à un arrosage de la zone boisée en période sensible afin de prévenir tout risque de propagation d'un incendie. Le dispositif retenu devra recevoir l'accord des services d'incendie.

- Systèmes d'alerte interne à l'usine

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Un ou plusieurs moyens de communication internes (lignes téléphoniques, réseaux, etc.) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

- Accès de secours extérieurs

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposé aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

ARTICLE 6

En cas d'infraction à l'une des disposition qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 7

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelle que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1, Livre V, Titre I, Chapitre I du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 8

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 9

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence,
 - Le Maire d'Aix-en-Provence,
 - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
 - Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
 - Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
 - Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
 - Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
 - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le

10 JUIN 2002

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER

POUR COPIE CONFORME
par exécution
Le Chef de Bureau,



M. Invern
Martine INVERNON